

Non au couvre-feu, des moyens pour la santé !

La mesure était sortie dans les médias comme un ballon d'essai, et Macron vient de le confirmer. Incapable de répondre à l'épidémie depuis son arrivée en France, le pouvoir n'a aujourd'hui comme unique réponse à proposer que le couvre-feu de 21h à 6h dans les zones géographiques à risque, soit l'Île-de-France et huit métropoles. Une nouvelle mesure de restriction des libertés individuelles au nom de la lutte contre le Covid-19, alors que cette deuxième vague n'a rien d'une fatalité. Le sens fondamental de cette nouvelle mesure, Macron ne s'en est même pas caché, c'est que « la vie économique », c'est-à-dire la machine capitaliste à faire travailler la majorité pour le profit de quelques-uns, ne peut pas s'arrêter, ne doit pas s'arrêter, coûte que coûte...

Dans quelques jours, nous aurons donc le droit de porter à peu près partout des masques que nous aurons dû nous-même acheter, de nous entasser dans les transports en commun et au travail, au détriment de la distanciation physique... mais par contre il sera impossible d'avoir un minimum de vie sociale, familiale, amicale, de distraction, en dehors de son boulot !

Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de « faire du chiffre » mais pas de briser les chaînes de contagion. Et les hôpitaux n'ont eu les moyens ni de recruter ni de former pour faire face à l'épidémie. Il n'y a eu aucun plan d'ouverture de lits, comme le demandent pourtant les hospitalierEs et leurs syndicats qui se mobilisent à nouveau demain et pour lesquels Macron n'a visiblement rien à proposer. À l'évidence, le traitement sanitaire de cette épidémie, qui passe par le développement de notre système de santé, de ses établissements, n'est pas le soucis de ce gouvernement.

Le pouvoir croit-il vraiment que nous allons accepter ces mesures improvisées et incohérentes, et ces attaques contre nos droits sociaux et nos libertés alors qu'aucune politique publique sanitaire n'est réellement mise en œuvre ? C'est l'inverse de ce que fait le gouvernement qu'il faut défendre. Le NPA construira et soutiendra toutes les mobilisations portant des mesures d'urgence sanitaire et sociale : la gratuité des protections (masques...), la réquisition des laboratoires d'analyse médicale pour organiser la politique de dépistage, l'ouverture massive de lits et l'embauche de 120 000 personnels soignants à l'hôpital sur postes statutaires, avec des revalorisations salariales de 300 euros pour touTEs. Des mesures qu'il faudra leur arracher, par la lutte, jour et nuit s'il le faut.

Le NPA va prendre au plus vite contact avec l'ensemble des organisations progressistes pour construire une riposte collective aux plans que nous réserve Macron pour les mois qui viennent.

Le NPA65, Tarbes, le 15 ,octobre 2020.